

Le round fiscal du fédéral pourrait arriver avant mars

FISCALITÉ Le Premier ministre avance dans ses contacts, et certains ministres estiment que le dossier pourrait être rapidement mûr

Ce sera le premier défi du gouvernement pour 2017 : boucler un important accord fiscal qui comprendra une baisse de l'impôt des sociétés (demande portée par la N-VA), une forme de taxation des plus-values (exigée par le CD&V) et une forme de mobilisation de l'épargne des particuliers vers l'économie belge (signé VLD).

On le sait, ce cocktail explosif avait failli entraîner la chute du gouvernement l'automne dernier. La N-VA avait alors lâché son exigence immédiate de réforme de l'impôt des sociétés pour éviter la crise. Mais le problème n'était pas réglé pour autant.

Depuis, le Premier ministre a pris le dossier personnellement en charge et entend bien arracher un accord. En novembre, il a rencontré les dirigeants du bureau du Plan, le conseiller économique du gouvernement. *L'Echo* ajoutait ce mardi que des contacts ont été pris aussi avec la Banque nationale et le Conseil supérieur des Finances. Les institutions d'évaluation économique attendent à présent de nouvelles propositions du Premier ministre pour achever leur travail.

Avant le contrôle budgétaire ?

Reste à voir quand arrivera le délicat arbitrage politique. Certains le fixent à mars, au moment du contrôle budgétaire. Mais au sein même de la coalition, d'autres souhaiteraient aller encore plus vite. « *L'idéal serait d'arriver à un accord avant le contrôle budgétaire*, dit une source gouvernementale. *Je ne dis pas qu'on y arrivera, mais ce serait le mieux.* »

Pour éviter un nouveau risque de chavirage de la coalition, les présidents de parti, Bart De Wever en tête, ont fait savoir qu'il n'était pas question que le gouvernement n'aille pas au bout de son mandat. Les ténors gardent une certaine prudence quand on les interroge hors micro, mais ils sont déterminés à arriver à leurs fins.

Ce ne sera toutefois techniquement pas simple. La proposition de taxation des plus-values a été soumise au Conseil d'Etat par les écologistes flamands. Et ce dernier a indiqué que le projet devait « *être considérablement revu et adapté.* » Au CD&V on ne s'effraie pas outre mesure et on fait savoir qu'une nouvelle proposition est en

cours d'élaboration. En parallèle, le Premier ministre pourrait lui aussi venir avec un projet.

Pendant ce temps, la pression monte. Des chefs d'entreprise et associations patronales demandent au gouvernement de baisser rapidement l'impôt des sociétés, sous peine de voir partir des entreprises du territoire belge.

D'autres estiment que ce sont précisément les réformes envisagées par le gouvernement qui risquent d'effrayer les entreprises. Ainsi, la baisse de l'impôt des sociétés pourrait être financée par une réduction de l'avantage fiscal des intérêts notionnels. Mais certaines multinationales, notamment dans la chimie, en profitent allègrement et pourraient être effrayées par la réduction d'un avantage qui les a parfois convaincues de venir s'installer en Belgique. Le gouvernement évalue d'ailleurs actuellement aussi les risques d'effets négatifs de ses réformes.

Devant les difficultés, le Premier ministre refuse de donner un agenda de négociation. Mais on sent que dans sa coalition, certains sont pressés. ■

B.Dy